

BUREAUX
 ROUBAIX, 67-71, Grande-Rue. Tél. 27.28, 27.29 et 27.30.
 TOURCOING, 21, rue de la Paix. Tél. 27.
 LILLE, 2, rue Faidherbe. Tél. 20.21.
 PARIS, 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provenç. 71.24.
 BRUXELLES, 105, rue de la Station. Tél. 3.64.
ANCIENS DIRECTEURS
 Jean Roboux
 Alfred Roboux
 Madame Alfred Roboux

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

DOM

BÉNÉDICTINE

Un premier succès de M. Pierre Laval

Par 345 voix contre 225, la Chambre a voté hier la priorité en faveur du débat financier demandée par le Gouvernement

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL LIVRERA AUJOURD'HUI UNE NOUVELLE BATAILLE SUR LES ORDRES DU JOUR QUI CLOTURERONT CETTE DISCUSSION

La majeure partie des radicaux se sont rangés derrière le Gouvernement

Le rapport Chauvin, sur l'ordre public, sera examiné mardi



LA CHAMBRE, DEBOUT, ÉCOUTE L'ÉLOCUE DES DÉPUTÉS DÉCÉDÉS, PRONONCÉ PAR LE PRÉSIDENT. Au banc des ministres, on reconnaît M. PIERRE LAVAL et à sa gauche, MM. MARIN, HERRIOT et FLANDIN. Derrière eux, MM. MAUPOIL, FAGANON, ROLLIN, MANDEL et FROSSARD. (Ph. France-Press.)

La bataille continue...

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 28 NOVEMBRE (Minuit).

Par 345 voix contre 225, la Chambre a accordé sa confiance au Gouvernement. Ce résultat était attendu. On savait, depuis les délibérations qu'avait tenues les radicaux, que ce parti, véritable arbitre de la situation, ne compromettrait pas la cause du franc en renversant le Ministère sur la question financière.

Cependant, en dépit du succès gouvernemental, une inquiétude, un lourd malaise ont plané sur cette journée de rentrée parlementaire. Le vote de la Chambre implique-t-il une confiance absolue dans le Cabinet Pierre Laval? On veut l'espérer. Toutefois, la pression que ne cessent d'exercer les socialistes sur leurs collègues valaisiens trouble ces derniers au point de les diviser.

Leur hésitation, leur désarroi se sont traduits dans le serutin, où des radicaux n'ont pas hésité à joindre leur vote à ceux des adversaires du Gouvernement qui comprennent parmi ses membres M. Herriot, président de leur parti. Non moins significatif avait été le vote émis, avant la séance, au sein du groupe radical qui, par 39 voix contre 28 et 2 abstentions, avait accepté la procédure proposée par le Gouvernement dans la discussion des interpellations. Sans doute, la majorité du groupe s'était-elle prononcée pour le Cabinet. Mais l'opposition

des 28 voix radicales peut grossir demain quand l'affaire des ligues, si propre à susciter les passions partisans et à noyer l'intérêt général dans le tourbillon des intérêts électoraux, sera évoquée devant la Chambre.

Le Gouvernement l'a emporté jeudi; il lui faudra une vigueur accrue pour l'emporter mardi, quand se posera la question des ligues.

Le vote de confiance émis en ce jour de rentrée pourrait d'ailleurs influencer le vote qui sera exprimé ce jour-là.

Le succès appelle le succès et la vertu du fait acquis est toujours d'un grand poids sur les décisions des assemblées. Mais le désir de combat et la sourde opposition entre formations politiques rivales se laissent deviner dans cette Chambre qui se réunit, après cinq mois d'absence, dans une atmosphère troublée par des préoccupations financières et internationales. La proximité des élections contribue aussi à priver beaucoup de députés de leur sérénité d'il y a quelques mois. C'est dire que les prochaines séances de la Chambre seront dramatiques. La bataille du franc n'est pas encore complètement gagnée.

La victoire gouvernementale de jeudi doit être suivie d'autres victoires, que le Cabinet ne remportera qu'au prix de la fermeté et de l'union de tous ses membres.

R...



(Mond. Photo-Press.)

Avant la séance

La délégation des gauches ne peut que constater le désaccord de ses membres

PARIS, 28 novembre. — Jeudi matin, à la réunion de la délégation des gauches, M. Yvon Delbos a fait part de décisions prises par le Groupe radical-socialiste.



UNE PATROUILLE DE CAVALERIE PASSE DEVANT LA CHAMBRE AVANT LA SÉANCE. (Mond. Photo-Press.)

dont il a été pris acte, ainsi que de la position adoptée par l'Union socialiste.

Mais, après que chaque représentant des partis eut développé le résultat de leurs délibérations, aucune discussion ne s'est engagée en vue d'aboutir à la conciliation qui apparaissait impossible.

M. Rucart, radical-socialiste, s'est efforcé de faire adopter par la réunion le texte de l'ordre du jour qu'il avait préparé comme sanction éventuelle au débat sur les ligues, mais cet ordre du jour n'ayant pas été préalablement soumis au groupe radical-socialiste, les socialistes ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de le retenir pour le moment.

La délégation des gauches s'est séparée sans prendre d'autre décision que celle d'enregistrer le désaccord qui subsiste entre ses membres.

Après avoir pris acte des divergences de vues manifestées au cours des réunions de groupes, elle a convenu que l'accord demeurerait cependant sur le principe en ce qui concerne les ligues et elle a décidé qu'elle examinerait le texte de l'interpellation préparée par M. Rucart et son ordre du jour lorsqu'ils auraient reçu l'approbation du groupe radical.

AU LOUVRE - PARIS. — Demandes le catalogue « JOUETS » des Grands Magasins du Louvre de Paris, qui vient de paraître, à l'AGENCE NATIONALE D'AFFICHAGE, 24, Place du Lion d'Or, à LILLE. Téléphone 508.06, qui vous le délivrera immédiatement. Vous y trouverez le choix le plus complet, le plus nouveau et le plus avantageux de tous catalogues et étrennes. Un service de livraisons à domicile par voiture automobile vous permettra de bénéficier d'une livraison rapide et gratuite de tous frais des commandes que vous aurez bien voulu nous confier.

Le groupe radical décide de soutenir le Gouvernement

PARIS, 28 novembre. — La plus importante de toutes les réunions de la matinée au Palais-Bourbon a été celle du groupe radical-socialiste, à laquelle assistaient deux membres du Gouvernement, MM. Edouard Herriot, ministre d'Etat, et G. Bonnet, ministre du Commerce.

C'est dans le plus grand calme que s'est ouverte la discussion par une déclaration de M. Edouard Herriot, qui a rappelé la décision du bureau du Comité exécutif du parti dans sa réunion d'hier.

L'ordre du jour voté avait pris acte des satisfactions obtenues par le parti en ce qui concerne les petits rentiers, les petits fonctionnaires, les cheminots et les retraités, ainsi que par l'étude de la création d'une caisse des pensions et par l'affirmation du principe du minimum vital de traitement pour les petits fonctionnaires.

D'autre part, cet ordre du jour soulignait que, par l'adoption par le Conseil des ministres, des principes essentiels du rapport Chauvin, ainsi que par la circulaire du ministre de l'Intérieur qui permettra désormais aux maires et aux préfets d'interdire les réunions, mêmes privées, si elles sont dangereuses pour l'ordre public, le Parti radical-socialiste avait également satisfaction.

Au cours du débat, M. Herriot a été amené à faire une déclaration qui a produit la plus vive impression sur ses auditeurs.

— Si, a-t-il dit en substance, le gouvernement était renversé, trois solutions seulement seraient possibles, à mon avis: D'abord la constitution d'un gouvernement de « Front populaire », ce qui implique la dissolution de la Chambre; la deuxième, un Cabinet radical homogène, mais je ne vois pas celui d'entre nous qui, dans les circonstances actuelles, oserait assumer seul les charges du pouvoir. Reste enfin la formation d'un Cabinet analogue à celui que vous renverseriez.



(Mond. Photo-Press.)

Je me demande alors pourquoi vouloir le changement. Finalement, le groupe a décidé par 29 voix contre 28 de voter la priorité pour le débat sur la défense du franc demandé par le Gouvernement.

Le groupe radical a discuté ensuite de l'attitude qu'il adopterait sur le fond même du débat financier.

(Lire la suite page 2.)

LE NOUVEAU CHEF DU LABOUR PARTY



M. ATTLEE qui a été élu chef du Labour Party en Angleterre.

Des vendeuses de qualité



Au cours d'une récente vente de charité organisée à New-York, M^{me} ANNA ROOSEVELT (en haut), femme du Président des Etats-Unis et sa fille, M^{me} ANNA ROOSEVELT (en bas), déployaient une activité remarquable. (Ph. Keystone.)



(Ph. Keystone.)

Les Italiens affirment qu'ils conservent les positions acquises et les Ethiopiens prétendent avoir repris des centres importants

Addis-Abeba, 28 novembre. — Tous les efforts des Ethiopiens sont tendus vers la défense nationale. Les fonctionnaires non mobilisés et étrangers ont offert la moitié de leur traitement de novembre, de manière à aider le Trésor public. Environ 50.000 thalers (250.000 francs) ont ainsi été recueillis.

Les succès officiels des Ethiopiens, particulièrement sur le front de l'Ogaden, ont relevé le moral de la population, surtout à Harrar. Exagérant tout, le peuple s'imagina déjà que les troupes du ras Desta sont entrées en Somalie italienne et marchent sur Mogadisque et que celles du ras Seyoum ont pénétré en Erythrie.

Il n'en reste pas moins que la situation militaire est imprécise, puisque les Italiens prétendent énergiquement rester sur leurs positions, tandis que les Ethiopiens affirment, non moins énergiquement, la reprise de Maccalé, de Gornah et de Gerlogubi.

L'esprit public éthiopien, vivement



(Mond. Photo-Press.)

LE RAS DESTA commandant l'armée éthiopienne qui menace l'aile gauche italienne.

impressionné par les nouvelles officielles, réagit nettement dans le sens de la guerre à outrance, puisque la situation semble favorable actuellement aux Ethiopiens.

Aussi, il ne paraît guère possible, actuellement, d'entrevoir des pourparlers diplomatiques, au cas où il en serait question. Les soldats du Négu, supposant que l'ennemi mollit, ne comprendraient pas l'arrêt des opérations.

L'Ethiopie ne peut pas perdre la guerre, tel est le sentiment populaire.

L'organisation des positions italiennes dans le Tigré est presque achevée.

Rome, 28 novembre. — Sur le front du Tigré, l'organisation des positions italiennes est en voie d'achèvement. On procède à la distribution des forces, de façon à écarter toute possibilité

Le défilé des témoins au procès Stavisky

Paris, 28 novembre. — Jeudi, l'audience débute dans le calme.

Le premier témoin, M. Marcel Gibert, directeur adjoint de la Compagnie « Le Confiance-Vie », vient expliquer comment cette Compagnie occupa le « premier bon du Crédit municipal d'Orléans ».

M. Gibert se rendit à Orléans où, à la demande de M. Guibit, il alla demander des renseignements au directeur du Crédit municipal.

— C'est M. Desbrosses, dit-il, qui me reçut et me donna tous renseignements sur l'authenticité du bon. (Rires.)

M. Jumeau, comptable de la « Pénicilline », est ensuite entendu. Il ne sait rien, dit-il, de la position d'Orléans ni de celle de Bayonne. C'est un des employés, Romagnolo, qui va lui préciser ses renseignements concernant les opérations de la « Foncière ». M. Jumeau encaissait les chèques et en remettait le montant au secrétaire particulier de Stavisky.

Un autre témoin, M. Jacob, expert-comptable, fait l'historique des opérations du Crédit municipal d'Orléans à partir de 1927. A cette date, Alexandre et Hayotte prirent en main les destinées du mont-de-piété.

L'expert explique aux jurés le mécanisme de l'esroquerie d'une manière très détaillée: Il met si soigneusement en lumière le cas de Desbrosses que le substitut Camagnat intervient.

— N'insistez pas davantage, M. l'expert, dit-il, Desbrosses a tout avoué, il a mis 21 millions de francs en circulation. L'audience est alors suspendue.

A la reprise, on entend M. Forquard, directeur de la Banque d'outre-mer, chez qui Alexandre déposa en 1923, des émissaires.

Alexandre lui présenta les émissaires sous « l'apparence de l'authenticité la plus rigoureuse ». Hatot qui jouait le rôle de l'acheteur, était lui aussi, présent et s'enthousiasma en regardant les pierres. M. René Fisch, ingénieur, a fait la connaissance d'Alexandre à la suite du décès d'un de ses cousins, M. Moussomp, directeur d'une Société cotonnnière en Ethiopie, auquel Stavisky et La Fontaine devaient 300.000 fr. Le témoin ne retourne jamais cette somme.

(Lire la suite page 2.)

Une affaire d'espionnage à Londres



(Ph. N.Y.K.)

MARIANNE EMIG

l'amie du docteur Herman Gorts, ancien officier allemand de l'armée de l'air, arrêtée à Londres sous l'inculpation d'espionnage dans les milieux aéronautiques. Elle aurait été vue en compagnie de l'ex-officier à chacune des visites qu'il fit en Angleterre.

Une séance de dressage



M^{me} PATRICIA BOURNE, jeune danseuse anglaise, s'abandonne au jeu pour le dressage des lions. A part une femme qui montre des menaces, ses éléphants ne semblent pas très impressionnés.